

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Brèves

### ZAMBIE : KENNETH KAUNDA EST MORT !

**Père** de l'indépendance de la Zambie, Kenneth Kaunda, décédé jeudi à 97 ans, était considéré à la fin de sa vie comme un sage sur le continent africain, même si ses opposants avaient vu en lui un autocrate ayant ruiné son pays. Il est "mort paisiblement" à l'hôpital militaire où il avait été admis quelques jours plus tôt pour une pneumonie, a annoncé en fin d'après-midi le gouvernement à la télévision nationale. Un deuil national de 21 jours a été décrété.

### TURQUIE : UNE FEMME TUÉE DANS UNE ATTAQUE CONTRE UN BUREAU DU PARTI PROKURDE

**Une** employée du principal parti prokurde de Turquie, le HDP, a été tuée hier dans une attaque menée par un homme armé contre un de ses bureaux à Izmir (ouest). "Un assaillant armé d'un fusil a attaqué notre bureau à Izmir", a annoncé le parti dans un communiqué posté sur Twitter. "Notre collègue, Deniz Poyraz, a été tuée dans cette attaque". L'auteur de l'attaque a été arrêté.

### LE CONGRÈS AMÉRICAIN APPROUVE UN JOUR FÉRIÉ

**Dans** un rare moment d'union, républicains et démocrates américains ont approuvé mercredi au Congrès la création d'un nouveau jour férié fédéral, le 19 juin, pour commémorer l'émancipation des derniers esclaves au Texas en 1865. Le président Joe Biden doit désormais promulguer cette loi mais son soutien ne fait aucun doute. "Ce jour représente la liberté", a lancé l'élue démocrate de la Chambre des représentants Sheila Jackson Lee, l'une des parlementaires ayant porté le projet de loi.

# Ambiance tendue pour le retour de Gbagbo

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

**A**cquitté de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale (CPI), l'ex-président Laurent Gbagbo est rentré hier en Côte d'Ivoire après dix ans d'absence, dans une atmosphère tendue. C'est son acquittement définitif le 31 mars qui a rendu possible ce retour, de même que le feu vert donné par son rival, le président Alassane Ouattara, au nom de la "réconciliation nationale". M. Gbagbo a été acclamé à sa descente d'avion par des centaines de personnes, celles qui avaient pu avoir accès à l'aéroport, ses proches, les responsables de son parti, le Front populaire ivoirien (FPI) et le personnel de l'aéroport et de compagnies aériennes.

Depuis jeudi matin, la police disperse avec du gaz lacrymogène tous ceux qui tentent de se rassembler près de l'aéroport, situé dans le quartier de Port-Bouët où, selon des témoins, des échauffourées ont opposé les forces de l'ordre à des partisans de M. Gbagbo.

Les manifestants repoussés ne cachaient pas leur colère de voir les accès à l'aéroport bloqués, sauf pour les voyageurs devant prendre un avion et les journalistes accrédités.

Avant son départ de Bruxelles, son avocate Habiba Touré qui a voyagé avec lui a déclaré qu'il était "content, enthousiaste et veut jouer sa partition pour essayer de réconcilier les Ivoiriens. Il a besoin de parler à son peuple". Laurent Gbagbo, 76 ans, vivait à Bruxelles depuis son acquittement par la CPI en janvier 2019. A son ancien QG de campagne pour l'élection présidentielle de 2010, à Attoban où il s'est rendu, des centaines de personnes étaient rassemblées. Entre l'aéroport, situé dans le Sud d'Abidjan, et ce quartier dans le Nord, son cortège a traversé plusieurs quartiers où la foule a tenté de se masser pour l'acclamer. Les rassemblements le long du cortège n'ont pas été interdits par le gouvernement, mais le ministre de la Communication Amadou



Le véhicule de Laurent Gbagbo, sous bonne escorte, encerclé par ses partisans.

Coulibaly a affirmé avoir appris l'itinéraire "par la presse". Il a qualifié les tentatives des partisans de M. Gbagbo de rejoindre l'aéroport de "troubles à l'ordre public", car je "n'ai pas entendu

d'appel à aller l'accueillir". "Il n'y a pas d'abus dans le maintien de l'ordre", a-t-il affirmé. "Nous sommes surpris par cette réaction injustifiée", a déclaré Justin Katinan Koné, porte-parole de

Laurent Gbagbo, affirmant que des "arrestations ont eu lieu" et que des cars de partisans de l'ex-président venus de province ont été "bloqués à l'entrée d'Abidjan".

## Les retrouvailles !



Beaucoup n'ont pas voulu manquer cette arrivée.

J.O.  
Libreville/Gabon

**A**Yopougon, quartier populaire d'Abidjan considéré comme pro-Gbagbo on attendait son retour avec impatience, mais "on veut le voir pour le croire", a déclaré un habitant portant un maillot sur lequel est écrit: "Gbagbo acquitté, merci Seigneur".

A l'opposé, ses adversaires estiment toujours qu'il a précipité son pays dans le chaos en refusant sa défaite face à Alassane Ouattara à la présidentielle de 2010. Ce refus a provoqué une grave crise post-électorale, pendant laquelle quelque 3000 personnes ont été tuées. M. Gbagbo avait été arrêté en avril 2011, puis transféré à la CPI à La Haye au Pays-Bas. Ses proches

assurent qu'il rentre sans esprit de vengeance mais pour oeuvrer à la politique de "réconciliation nationale".

La Côte d'Ivoire est encore meurtrie par deux décennies de violences politico-ethniques, les dernières remontant à la dernière présidentielle, en 2020, qui ont fait une centaine de morts. Alassane Ouattara a été réélu pour un 3e mandat controversé lors d'un scrutin boycotté par l'opposition.

La Côte d'Ivoire "doit se retrouver", estime Assoa Adou, secrétaire général du FPI, car "elle est aujourd'hui en danger de déstabilisation par des jihadistes" après des attaques contre l'armée qui ont récemment tué quatre militaires dans le Nord, à la frontière avec le Burkina Faso. A noter que Laurent Gbagbo reste sous le coup d'une condamnation en Côte d'Ivoire à 20 ans de prison, mais le gouvernement a laissé entendre qu'elle serait abandonnée.